

Dans une victorieuse réponse faite à M. Tarte, le journal *La Vérité* dit avec raison que "M. Tarte exagère évidemment l'état des esprits à Rome par rapport à M. Mercier et à sa politique. Le Saint Père et le cardinal Rampolla savent à merveille, n'en doutons pas, que l'on peut désapprouver la politique générale de M. Mercier sans cesser d'être excellent catholique. Mais ils savent également que M. Mercier a fait des actes dignes d'un homme d'état catholique, et ils jugent à propos de l'en féliciter. Ce n'est pas leur faute si le parti conservateur, suivant les mauvais conseils de M. Tarte, a pris, sur les questions où il s'est agi des jésuites et de leurs biens, une position sotte, équivoque, parfois criminelle.

"Si mettant de côté pour un instant l'esprit de parti, les conservateurs avaient franchement appuyé M. Mercier sur ce terrain, au lieu de chercher à amener les protestants contre lui, ils auraient pu prendre leur part des bénédictions papales. Ils ne l'ont pas voulu. Eh bien ! qu'ils en subissent aujourd'hui les conséquences."

Sous le titre *Une théorie immorale*, le *New-York-Canada* a publié, la semaine dernière, un article soigneusement élaboré dans lequel il réfute l'absurde doctrine de Malthus remise dans l'actualité du débat par le *Courrier des Etats-Unis*. Osant contredire Dieu qui a dit au premier couple humain : Croissez, multipliez-vous et remplissez la terre, le *Courrier des Etats-Unis* affirme, lui, qu'on est bien obligé d'admettre la nécessité d'observer une certaine règle dans l'accroissement de la population. Et il ajoute que "une fois le principe concédé, il ne s'agit plus que d'une question de mesure, et dès lors il devient plus facile de s'entendre."

S'ENTENDRE ! Avec qui ? Du moins, pas avec les économistes catholiques qui, appuyés sur l'autorité de l'histoire et le témoignage des faits même actuels, répètent en chœur avec le révérend père Monsabré : "L'empire du monde appartient aux peuples prolifiques."

Mais laissons la parole à notre distingué confrère du *New-York-Canada* :

"Les conséquences de la doctrine de Malthus, c'est le triomphe de l'Egoïsme, de l'intérêt personnel, des sentiments cupides, des calculs inavouables. C'est la condamnation des pensées élevées, des

Les sociétés catholiques de Portland, Ore., font construire un édifice dont on évalue le coût probable à environ \$40,000.

Ces sociétés ne s'amuse pas à se jalouser, encore moins à se nuire. Elles comprennent que la force est dans l'union, elles se prêtent généreusement un appui mutuel, et c'est pourquoi elles peuvent élever un édifice superbe qui fera honneur à leur ville, et qui leur sera utile à elles toutes.

UN AMI DE MANITOBA

Nous lisons dans le *Colonisateur Canadien* :

"Tout le monde connaît le Révd. M. J. Primeau, l'infatigable curé de Boucherville. Au mois de mai dernier, avant de partir pour l'Europe, voyage arrêté depuis longtemps pour le mois d'août de cette année, il décida d'aller voir sa sœur, la Révde S. Primeau, à Saint Boniface, ainsi que les autres parents qu'il a dans Manitoba.

"Le vénérable curé a été si agréablement frappé de l'aspect du pays, de l'étonnante fertilité de son sol, des avantages immenses qu'il offre aux familles nombreuses, qu'il a décidé, dans l'intérêt de ses concitoyens, de faire mieux connaître et apprécier la fertile vallée de la Rivière Rouge.

"La nouvelle paroisse de Saint-Hyacinthe, qui est à quinze milles de Winnipeg, a eu la bonne fortune de lui plaire davantage. Aussi, il a acheté toute la section 27 T. 8 R. 2 Est, la moitié de la section 34 et les trois quarts de 35.

"Il a été si enchanté du terrain qu'il s'est dit qu'il faut que nos compatriotes sortent de leur apathie et aillent voir par eux-mêmes cette contrée si étrangement calomniée.

"Comme l'énergique curé n'a pas l'habitude des demi-mesures, il a renoncé, dans l'intérêt du pays et de ses compatriotes, à son voyage d'Europe, décidé et fixé depuis vingt ans. Il veut consacrer tous ses loisirs à faire connaître Manitoba.

"Assurément, la province sœur ne pouvait avoir d'apôtre plus zélé, ni d'ami plus dévoué."

raison qu'ayant lui-même commencé à déborder ses chefs naturels, il a donné le mauvais exemple et peut s'attendre à se voir déborder à son tour d'un moment à l'autre.

Nous avons toujours compris que les associations ouvrières de la Chevalerie du Travail étaient absolument opposées aux grèves en masse, laissant à chacun de ses membres la responsabilité de son abandon du travail s'il le juge nécessaire. Mais voici que nous découvrons exactement le contraire : un subalterne ordonne à ses frères de cesser de travailler, et ces derniers, comme des moutons, sans songer aux conséquences, quittent tout à coup leur ouvrage, pourquoi ? pour imposer à une administration un certain nombre d'employés dont celle-ci ne veut plus.

Si cette administration a commis une injustice, la grève n'était certes pas le moyen de la redresser, parce que la grève fait souffrir non-seulement la compagnie du chemin de fer, mais tout le trafic qui se fait par cette compagnie, tous les passagers, toutes les marchandises, tout le monde enfin, les grévistes eux-mêmes les premiers.

Les associations ouvrières qui ont tant besoin des sympathies de tout le monde, qui depuis deux ans avaient réussi, par leur conduite sage à s'attirer une bonne somme de confiance dans leurs projets d'amélioration, se voient tout-à-coup, par la faute de quelques fous, exposées à perdre tout le terrain gagné aux Etats-Unis, et réduites à remonter le chemin si difficile de la confiance de l'opinion publique.

Le malheur est que la grève des employés du New-York Central n'apportera rien de bon aux agitateurs ; au contraire, elle jettera définitivement sur le pavé un grand nombre de gens qui auront toutes les peines du monde à se procurer de l'ouvrage.

Il y a deux leçons à tirer de ce fait pour nos associations d'ouvriers canadiens ; la première, c'est qu'elles sont exposées à choisir pour chefs des farceurs qui ne connaissent rien ou presque rien des ressources, de la production, du marché de consommation, du capital, du mode de commerce, enfin des conditions économiques du pays dans lequel elles vivent ;

qu'un jour ou l'autre nous ne verrons pas ici ce que nous voyons dans l'état de New-York ? Nous ne sommes pas plus exempts que les Etats-Unis et l'Angleterre de la peste des cerveaux brûlés, et les chefs actuels des associations canadiennes ne sont pas immortels. Déjà même quelques-uns d'entre eux semblent lassés de retenir dans les bornes légitimes une foule d'aspirations prématurées ; et le jour où ils quitteront le gouvernail, qui donc conduira la barque ouvrière dans le chemin parsemé d'écueils où elle s'est engagée ?

Quiconque sème le vent, récolte la tempête. Avec les masses populaires l'influence des chefs, même les mieux doués, même les plus dévoués, dure à peine quelques mois ; chacun veut avoir son tour, et nombre d'ambitieux, ne pouvant arriver par la paix et la persuasion, font assez de bruit et créent assez d'embarras pour attirer l'attention sur eux. Ce sont ceux-là qui sèment le vent et qui, si on n'y prend garde, récolteront la tempête, non seulement pour eux-mêmes mais encore pour tous ceux dont ils auront capté la confiance.

C'est à cette catégorie d'ambitieux bruyants qu'est dûe en grande partie cette grève du New-York Central qui ne fera aucun heureux, c'est bien certain.

Il ne serait pas inutile pour les chefs actuels des associations ouvrières de notre province de tenir compte de ces faits le jour de la fête du travail le 1er septembre prochain, et d'en tirer des conclusions pratiques au profit de notre industrie et pour la paix des familles.

Depuis que ce qui précède est écrit nous apprenons que la grève a virtuellement pris fin et qu'elle n'a fait que des dégâts considérables sans profit pour personne.

LES ECOLES DU SOIR

Les cours des écoles du soir seront réouverts le 1er octobre prochain, à Montréal. Le gouvernement se rendant au désir exprimé l'an dernier ouvrira probablement trois écoles pour les femmes : une dans l'est, l'autre dans l'ouest, et la troisième dans la partie centrale de la ville de Montréal.